

L'hon. M. PEARSON: Assurément, et les Russes ont manifesté un grand intérêt à la chose. A leur point de vue, le retrait total serait sans doute fort utile pour la guerre froide.

M. CÔTÉ: Le Canada a-t-il exprimé son opinion à cet égard?

L'hon. M. PEARSON: Nous l'avons exprimée de la manière que j'indique actuellement: en théorie le projet est à souhaiter, mais il est dangereux en pratique, à moins d'être entouré d'une attention vigilante. Cette idée d'État neutre laisse sans réponse bien des questions, dont je voudrais signaler quelques-unes. Il me paraît d'abord difficile d'imaginer comment un pays de la vitalité et de la puissance productive de l'Allemagne, disposant à son gré de l'expansion du commerce et des relations extérieures, et avec son histoire, puisse jamais rester neutre.

On a émis la même idée dans le Pacifique, celle de la neutralité du Japon: les mêmes réponses arrivent. En Allemagne, rien que le sens politique et les idées forceraient le pays à choisir l'un ou l'autre des deux systèmes politiques opposés entre lesquels il serait pris.

Un projet plus utile, à mon avis, est celui d'assimilation ou d'intégration d'une Allemagne démocratique au sein du système politique occidental où elle pourrait contribuer de ses moyens à un mode de vie animé d'un esprit de groupement et de collaboration et assumer sa part de responsabilité pour le conserver.

C'est une meilleure tentative de solution. Le retrait, le retrait complet de l'Allemagne à l'heure actuelle de la part des Américains serait le retrait de l'autre côté de l'Atlantique, mais pour les Russes ce serait le retrait en Pologne, ce qui n'est pas si loin. Le retrait entier des forces démocratiques signifierait le retrait de la vie intérieure de l'Allemagne, mais, pour ce pays, le départ total des troupes de l'URSS ne signifierait pas l'éloignement du communisme.

M. COLDWELL: Notre départ de l'Allemagne occidentale aurait-il certains effets néfastes?

L'hon. M. PEARSON: Je songe à une Allemagne éventuellement unie. Je pourrais favoriser la cessation totale de l'occupation si elle se faisait au milieu de conditions donnant aux Allemands liberté absolue dans le choix de leur forme de gouvernement, car en ce cas ce ne serait pas un gouvernement communiste.

M. Low: Vous parlez de façon plutôt optimiste du changement fondamental du caractère du peuple allemand et de son attitude à l'égard de la participation au mode de vie démocratique?

L'hon. M. PEARSON: Je me fonde sur l'espoir qu'on peut établir en Allemagne un gouvernement démocratique qui collabore avec les gouvernements démocratiques libres de l'Europe.

M. Low: Y a-t-il des signes, si vous envisagez ainsi la question, que les Allemands prennent goût au mode de vie démocratique?

L'hon. M. PEARSON: Certains signes sont favorables, d'autres dangereux. Il serait bien étonnant, en Allemagne, au milieu des conditions dans lesquelles le pays doit vivre actuellement et des occasions offertes par la guerre froide, que certains Allemands ne tentent pas de remuer les vieilles idées, de jouer sur l'inimitié des deux blocs et d'édifier non pas nécessairement une Allemagne communiste mais une quelconque Allemagne nazie, totalitaire.